

## 3 juin à Carmaux **Le grand rendez-vous**



Avec

### **Cécile Cukierman**

Sénatrice PCF de la Loire

## **Fête de l'Huma 81**

Le journal au cœur des luttes  
au Parc du Candou

Sommaire

- Page 2** Initiatives militantes
- Page 3** Vie de la Fédération
- Page 4** Élus - Hommages

### **Appel**

#### **Faisons échec a la politique destructrice du gouvernement et constuions ensemble un autre avenir**

**L**e nombre de Tarnais-es en colère ne cesse de grandir. Des retraités qui -événement inédit- étaient plusieurs milliers dans la rue le 15 mars, aux fonctionnaires appelés par leurs syndicats à une nouvelle journée de mobilisation le 22 mai, les mobilisations se diversifient et se renforcent, ici pour empêcher une fermeture d'école, de bureau de poste ou de trésorerie, là pour lutter contre les inégalités sociales ou la destruction de l'environnement, partout pour plus de service public de qualité. Toutes ces luttes, quelles qu'en soient les formes, sont légitimes.

A la SNCF, dans les EHPAD, les hôpitaux, dans les facultés ou les lycées, cette colère s'exprime sous différentes formes. Le président et le gouvernement y répondent par le mépris, la désinformation et, de plus en plus souvent, par la matraque. Partout, ils organisent la pénurie de moyens et les dysfonctionnements dans les services publics pour favoriser les intérêts privés et leurs profits. Contre les cheminots, qu'ils désignent comme privilégiés, ils veulent monter les usagers et l'opinion publique. Mais les vrais privilégiés sont du côté des grandes fortunes et reçoivent une pluie de cadeaux (suppression de l'ISF, exonérations fiscales et sociales,...).

Face à la propagande distillée via de nombreux médias pour disqualifier les grévistes comme des casseurs, des privilégié.e.s, des fainéant.e.s, c'est d'un toutes et tous ensemble dont nous avons besoin. La politique menée par Macron vise non seulement à casser les grandes conquêtes sociales mais elle bafoue les principes de solidarité, d'égalité, de fraternité. C'est toute perspective de progrès social et humain qui serait empêchée si cette politique allait au bout.

Pourtant, une autre politique est possible et les mobilisations actuelles la portent implicitement. Une politique d'égalité et de solidarité, une politique qui vise l'émancipation au travail, le développement des services publics et de sécurité sociale tout au long de la vie. Une politique qui garantisse les droits fondamentaux de chacune et de chacun. Une politique qui organise la transition écologique des modes de production et de consommation.

Ensemble, nous soutenons et appelons les Tarnais.es à soutenir et à développer les mobilisations et les luttes pour faire échec à la politique destructrice du gouvernement. Ensemble, nous voulons œuvrer à construire un avenir de progrès social, écologique et démocratique.

**Nota :** cet appel initié par la Fédération du Tarn du parti communiste français est proposé à la signature des formations départementales (politiques, syndicales, associatives) engagées dans les luttes actuelles, dans le respect de leurs différences et dans la volonté de contribuer aux nécessaires convergences.

# INITIATIVES MILITANTES

Castres

## Avec les cheminots

Le 7 avril, sur le marché de Castres, les militants ont proposé une pétition en solidarité avec les cheminots, et pour défendre la SNCF en tant que service public nationalisé, contre l'ouverture à la concurrence, pour le retour au monopole public! Discussions passionnantes, feuilles de pétitions remplies largement. « On continue et on élargit, dans les jours qui viennent ! ».

Albi

## Aux locataires de Tarn-Habitat Vous aussi, faites-vous entendre !

Lorsqu'ils ont appris que l'office ne réaliserait pas la réhabilitation de leurs logements alors que d'autres travaux, moins urgents, étaient maintenus, les locataires de la rue Oudinot ont réagi et exprimé leur désaccord. Les communistes les ont aidés à se réunir, à rédiger une pétition afin d'obtenir le maintien de leurs travaux de réhabilitation. Ils ont pu, non sans mal, avoir une entrevue avec la Présidente, Madame Claverie. Accompagnés par les responsables du PCF et une délégation de riverains de la rue Oudinot, **ils ont obtenu que ces travaux commencent dès cette année.**

La section du PCF de l'Albigeois a adressé un courrier aux autres locataires de Cantepau :

« La leçon que nous tirons et que nous vous soumettons est la suivante: Les citoyens sont victimes de la politique de Macron. Ils ont toutes les raisons de prendre part aux différentes formes de résistance pour mettre sa politique en échec.

Les locataires n'ont pas à subir la double peine en acceptant des décisions arbitraires de Tarn-Habitat qui laisse des logements et des immeubles sans entretien.

C'est pourquoi, comme l'ont fait les locataires de la rue Oudinot nous vous proposons de vous exprimer pour exiger la prise en compte de vos légitimes besoins pour vivre dignement à Cantepau ».

## Responsables et élus PCF...



A l'écoute des cheminots et des militantes et militants de la Poste, de la Santé, de la VOA, des retraités, de l'enseignement professionnel, des finances, de l'énergie...

Graulhet

## Pour les retraites des agriculteurs

Environ 800 tracts distribués (ou déposés sur les pare-brise) à Réalmont à l'occasion de la 59ème foire agricole. Nous étions 3. C'était le tract (A5) sur les retraites agricoles; il a suscité des échanges très argumentés avec des agriculteurs au sujet du projet de loi communiste.



Carmausin/Ségala

## La force de la mobilisation citoyenne



**Au nom du Conseil Sanitaire Territorial, lors de la table ronde, Alain Rousseau a proposé à Filiéris un dispositif de proximité.**

« Un centre ou une unité de soins non programmés avec le petit plateau technique à cette structure nécessaire, que vous pourriez porter, vous Filiéris ».

C'est un dispositif qui bénéficie d'un accompagnement financier par des ARS au titre du fonds d'intervention régional le FIR, a-t-il précisé.

Si cette proposition n'était pas étudiée par Filiéris, le CST se tournerait vers une collectivité locale, intercommunale dans le cadre du contrat local de santé, pour étudier la faisabilité et mettre en œuvre ce dispositif (centre ou unité de soins non programmés avec un petit plateau technique). Cela se fait dans d'autres territoires, il suffit d'en avoir la volonté politique, dans l'intérêt des populations de ce bassin de vie.

En conclusion, Alain Rousseau a annoncé: « Pour cela, nous allons organiser un grand débat public sur cette question en particulier et de la santé en général sur le territoire du Carmausin/Ségala ».

## Dimanche 20 mai à Laval (Puycelsi) 18<sup>e</sup> GRAND MÉCHOUI

Organisé par la section des Bastides-Gaillacois  
10 h30: débat. « 1968 - 50 ans et aujourd'hui ? »  
12 h30 apéritif et repas  
Réservation au 05 63 33 17 48 - 06 11 32 21 9  
section Bastides-Gaillacois: [www.pcf-bastides-81.fr](http://www.pcf-bastides-81.fr)

# Proposer et mobiliser



Devant la presse départementale, André Boudes a développé les propositions des communistes sur l'enjeu vital des services publics.

Reprenant les propositions de votation citoyenne, de solidarité avec les grévistes et de « chaînes humaines », le Secrétaire départemental du PCF a lancé un appel à rassemblement aux forces de gauche et de progrès (lire page une). « Poursuivre et impulser les

*mobilisations et imposer des échecs à Macron sur tel ou tel de ses projets régressifs »,* telle est la priorité des communistes, a-t-il précisé.

Depuis l'automne, la Fédération a multiplié les initiatives: rencontre à la Préfecture et prochainement avec le président du Conseil départemental pour exposer le souci prioritaire de l'avenir du département, enjeu vital. « *L'hémorragie des services publics est dramatique, la désertification de larges pans du territoire, le déséquilibre démographique et économique qui s'accélère, quel responsable politique peut se détourner de ces réalités?* ». Les communistes tirent donc la sonnette d'alarme et appellent à un réflexe de « salut public » toutes les forces progressistes du Tarn, politiques, syndicales et associatives. Avant qu'il ne soit trop tard.

La présence à cette rencontre de presse d'un jeune communiste Hugo, lycéen en terminale, illustre le pari d'avenir du PCF tarnais. Un pari sur la jeunesse. Un acte de confiance.

SV

# Albigeois Communistes en AG



22 adhérents étaient présents à la soirée du 4 avril et 20 d'entre eux sont intervenus lors de 2 heures d'échanges.

Objectif : **pousser la réflexion préalable à la publication de la base commune.**

Stratégie de libération de la parole : la salle a été vidée de ses tables seules ne restent que les chaises.

Après un premier tour où chaque participant fut convié à énoncer une proposition, quatre thèmes majeurs se sont dégagés :

Le projet communiste ; La stratégie ; Syndicat et politique ; L'Europe.

Le compte-rendu de l'AG a été transmis sur la plate forme : <http://congres2018.pcf.fr/>.

## Objectif 2020 : élections municipales

Un groupe de réflexion de quatre camarades a été créé dans l'optique de dresser un état des lieux politique en Albigeois, de faire l'analyse critique de l'action du CLIC (Comité Local d'Initiative Citoyenne) sur ces quatre premières années de mandat et de réfléchir aux stratégies électorales à adopter.

Ce groupe est bien évidemment extensible et ouvert à la participation d'autres camarades. Ses conclusions seront présentées dans le cadre d'une AG extraordinaire exclusivement consacrée aux élections municipales.

## Formation

Lancées en septembre 2017, les séances mensuelles de formation se poursuivent à la satisfaction des camarades.

Cependant, trois sections n'ont pas fait profiter leurs adhérent-es de la richesse théorique de chacune de ces séances. Elles sont invitées à faire appel, si elles souhaitent qu'une séance soit organisée au niveau de leur section.

Après la lutte de classes, le cycle "Penser avec Marx" se poursuit **le samedi 5 mai** (accueil à 9h à la Fédération) sur **Révolution** (sujet d'actualité).

## Agenda militant

**Samedi 5 mai** : de 9h à 12h - Formation sur « **Révolution** » à la Fédération du PCF.  
(200<sup>e</sup> anniversaire de la naissance de Karl MARX)

**Dimanche 20 mai** : à Laval (Puycelsi)

**18<sup>e</sup> Grand Méchoui**

Organisé par la section des Bastides-Gaillacois.

**Mardi 22 mai** : Journée d'action de la Fonction publique à l'appel de neuf syndicats.

**Samedi 2 juin** : Carmaux, parc du Candou  
A 18h : « **Le Mai 68 de la classe ouvrière** », débat avec Christian Langeois, biographe de Georges Seguy.  
Restauration possible.

**Dimanche 3 juin** : Carmaux, parc du Candou  
Services publics, aménagement du territoire à la **Fête de l'Humanité 81 de 10h30 à 12h** avec **Cécile Cukierman** et les élus communistes  
13h repas républicain (inscription à la Fédération)  
Stands, concert et témoignages de luttes l'après midi.

## Diffusez le bon de soutien

Chaque adhérent a reçu des carnets



D'autres bons de soutien sont disponibles à la Fédération

## Inscrivez-vous pour le repas

**Menu 17 €**

Salade de gésiers  
Agneau en méchoui  
Pommes de terre  
Fromage et dessert  
Vin et café compris

Paiement à l'inscription - Tél. 05 63 54 07 87

## Communes rurales et évolution de la DGF : **catastrophe annoncée !**

**L**es élus municipaux de nombreuses communes rurales, à qui l'on a très souvent, d'ailleurs, imposé leur intégration dans une communauté d'agglomération, viennent de prendre connaissance avec stupeur des montants de DGF qui leur sont attribués pour 2018 et le constat est terrible.

Les baisses concernant en particulier la Dotation Nationale de Péréquation (DNP) et la Dotation de Solidarité Rurale (DSR) s'avèrent catastrophiques, puisque pour certaines d'entre elles cela représente près du quart de leur DGF globale.

Par ailleurs, la disparition des emplois aidés vient aggraver cette situation au point de la rendre insupportable pour les communes concernées.

Alors que la loi de finances prévoit un maintien en volume de la DGF et une légère évolution de la Dotation de Solidarité Rurale, comment expliquer cette terrible sanction financière en direction des communes, qui vient s'ajouter aux baisses déjà subies ?

Le Président Macron ne cesse de répéter : « pas de baisse de DGF pour 2018 »

L'engagement du Président de la République et de son gouvernement, selon lequel il n'y aurait aucune baisse des dotations en 2018 pour les communes doit être respecté.

Face à cette situation, certaines communes rurales vont plonger brutalement dans une situation très tendue, au point pour beaucoup d'entre elles de se retrouver en déficit structurel.

La défense de l'autonomie communale passe inévitablement par une réelle autonomie fiscale et financière, ce qui progressivement est remis en cause avec la disparition de la Taxe d'Habitation après celle de la Taxe Professionnelle.

L'objectif de supprimer des milliers de nos communes pourrait être facilité avec de telles dispositions.

C'est pourquoi les élus communistes et républicains proposent, au contraire, d'attribuer ce qui leur revient, au titre des charges qu'elles assument, à chacune des strates de nos collectivités et l'argent existe pour cela en modifiant la fiscalité et en s'attaquant aux « prédateurs » financiers ou en taxant les actifs financiers en premier lieu des grands groupes !... et pas de nouvel impôt.

**Roland FOISSAC**

*Co-Président de l'ADECR 81*

## **Préparons un autre avenir pour Albi et l'Albigeois**

Du saccage de la Renaudié, livré à un promoteur et à Leroy-Merlin, jusqu'à la création d'un méga « parc commercial » au rond-point de la Jardinerie, les décisions néfastes se succèdent. La fermeture d'une nouvelle école de quartier (la 5ème) intervient sans que soit accordée la moindre attention aux demandes de dialogue et à la pétition signée par 3.500 Albigeois. Résultat : le Conseil municipal du 9 avril n'a pu délibérer dans des conditions normales. La motion ci-dessous que nous avons portée n'a pu être votée, tout comme les délibérations 26 et suivantes.

### Motion

*Avec ses édifices remarquables, les ruelles de son centre ancien et ses façades médiévales, notre cité offre au visiteur un « paysage urbain » qui fait la fierté des Albigeois.*

*L'intérêt touristique est malheureusement altéré par le déclin de l'activité commerciale de proximité. Cette régression continue préoccupe les Albigeois et l'inscription d'Albi dans le dispositif gouvernemental Action Cœur de Ville le 27 mars 2018 confirme le besoin urgent de revitalisation de la cité.*

*Dans un premier temps et afin de donner un signe clair de sa volonté de répondre à cette attente, le Conseil municipal d'Albi, réuni le 9 avril 2018, décide d'un moratoire sur tout nouveau projet d'installation en périphérie de centres commerciaux.*

Dans moins de deux ans, auront lieu les élections. Le temps est venu d'instaurer un grand débat sur l'avenir d'Albi et de l'Albigeois afin de définir les bases d'une plate-forme progressiste, écologique et démocratique qui sera écrite et portée par des femmes et des hommes, militants, diverses forces citoyennes et partis politiques.

**Dominique Mas et Roland Foissac**

*Elus du CLIC-Front de Gauche*

## Hommage à

## **Yves et Angelita Bettini**

Le 7 avril a été inauguré, devant l'ancienne prison Saint-Michel de Toulouse, le parvis aux noms de nos camarades résistants, le couple Bettini.

Marie-Angèle (Angelita pour ses camarades) fut, à 18 ans, avec quatre JC Toulousains, à l'origine du premier acte de résistance lors de la venue de Pétain, le 5 novembre 1940 avec le jet de tracts contre le « maréchal Félon » sur le passage du cortège. Elle en paya le prix avec les quatre années où elle fût ballottée de camp en camp de concentration (français) dont celui de Brens dont elle présidait l'Association pour perpétuer le souvenir.

*Ses amis de l'Association auprès du portrait d'Angelita et devant la plaque inaugurée sur le mur de la prison Saint-Michel.*

